

Les Républicains présentent un “contre-budget” pour exister

“Résiste, prouve que tu existes...” Les Républicains auraient-ils en tête ce célèbre refrain de la chanteuse France Gall, en ce début de marathon budgétaire ? Alors que le spectre du recours au “49.3” se fait sans cesse plus menaçant sur le projet de loi de finances pour 2024, le parti de droite tente d’exister et veut essayer de peser sur la trajectoire budgétaire.

Pour ce faire, le parti présidé par Éric Ciotti présentera son “contre-budget” ce mardi 17 octobre, jour du début de l’examen en séance publique du projet de loi de finances. Et les Républicains le promettent : s’ils proposent plus de 12 milliards d’euros de baisses d’impôts, l’accent sera également mis sur les économies, puisqu’ils s’engagent à financer ces baisses d’impôts en réduisant les dépenses publiques de 27 milliards d’euros.

En présentant ce “contre-budget” LR poursuit un objectif : *“reprendre le contrôle”* du budget élaboré par le gouvernement et qui prévoit déjà 16 milliards d’euros d’économies. Mais *“il s’agit d’un budget de camouflage qui dissimule l’absence de tout effort structurel”*, a récemment rétorqué le président des Républicains, en évoquant une baisse des dépenses *“virtuelle”* : *“Seuls 2 milliards représentent un tout petit effort structurel, (...) le reste consiste en une simple remise en cause des dispositifs liés à la crise sanitaire ou à l’augmentation des coûts de l’énergie”*, a critiqué Éric Ciotti.

Pour redresser les finances publiques, LR compte donc notamment *“réformer l’État”*. Dans le désordre, Les Républicains promettent de *“s’attaquer (aux) agences inutiles”* selon eux, aux normes *“délirantes”*, aux structures territoriales *“redondantes”* ou encore à *“l’excès de paperasse”*. Ils jugent aussi *“irresponsable”* la hausse programmée des effectifs de l’État (8 273 emplois supplémentaires sont en effet prévus en 2024). Au-delà, explique Éric Ciotti, *“nous avons besoin d’une fonction publique plus efficace”*. Une antienne libérale qui reste un principe cher au parti de droite depuis les années RGPP.